# L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BURLETT, MACNE & Cie.

No 91, Rue Chartres

JOURNAL ... $1.
TROIS FOIS PAR SEMAINE, $10, payable d'avance.

NOUVELLE-ORLEANS.
MERCREDI MATIN 17 NOVEMBRE 1841.


POUR GOUVERNEUR
## HENRY JOHNSON

Le général Scott vient de publier une lettre contenant sa profession de foi.

Le républicain (général) Scott est démocrate whig. Il a été partisan de la guerre en 1806 et 1812 et il a soutenu les administrations de Jefferson, de Madison et de Munroe.

Il pense que la Cour Suprême appartient de droit en dernier ressort les questions qui peuvent surgir de l'interprétation de la Constitution.

Il est pour une restriction du droit de veto ainsi que pour une diminution de l'influence patronelle du Président.

En fait de forces armées il exigerait toujours capacité et bon état.

Il n'est pas en faveur du principe d'un terme unique de quatre ans pour le Président : cependant il commencerait à voir amender la Constitution de manière à interdire toute réélection en portant le terme à six ans.

S'il avait fait partie du Congrès à la dernière session extraordinaire il aurait voté pour "le bill de distribution" pour "le bill des faillites" et pour le second bill créant une Banque Nationale, persuadé qu'une nouvelle tentative de guerre est nécessairement une mesure inutile et coûteuse.

Enfin il accepterait la candidature si elle lui était offerte pourvu qu'on n'exigeât pas de lui qu'il renonçât à aucun principe.

Nous donnons un extrait de cette lettre parce que c'est un document bistorique qu'il est du devoir de la presse d'enregistrer. Mais nos sympathies sont pour un homme qui ne sacrifierait aucun de ses principes parce qu'ils sont écrits dans toute sa carrière politique, pour un homme que nous connaissons, que le pays honore et respecte et qui est avant tout un homme d'honneur.

Si un homme qui a ses principes et son admirable talent à son pays et ses concitoyens doivent porter à la Présidence et pour cet objet ce qu'on appelle

Rhode Island.—L'importante question qui s'agite en ce moment dans le Rhode-Island, semble destinée à passer par toutes les phases qui signalent d'ordinaire ces transactions politiques. Tandis que la majorité des citoyens, privée de droits politiques par la charte de Charles II, réclame l'abolition de cette charte, qui, bien qu'elle contienne, on doit l'avouer, quelques dispositions libérales, est loin de répondre aux besoins actuels de la population, le monopole qu'elle favorise, refuse de satisfaire à ces équitables réclamations et se montre décidée à maintenir un état de choses dont elle recueille tous les bénéfices. La lutte se trouve à présent qu'il est, engagée bien nettement et de cette sorte entre les privilégiés et les adversaires du privilége. Elle n'est pas sans danger, car le seul pouvoir qui put contrebalancer entre les deux partis, le seul dont l'intervention pût amener une solution pacifique, le législateur d'Etat a refusé d'agir en cette conjoncture : elle n'a pas voulu octroyer la convocation d'une convention dans le but d'adopter une nouvelle constitution ou de corriger l'ancienne de quelques abus. Mais ce que la Législature a jugé convenable par excès de prudence ou de zèle, le peuple semble juger de l'accomplir lui-même. Une convention a été convoquée, elle a rédigé une constitution qui a été présentée à la sanction du peuple le 21 août et l'on attend le résultat de cette énergique et vraie manifestation.

La condition des esclaves du Rhode-Island a toujours été de grandes douceurs, car de bouche à autre question d'une importance réelle pour la liberté. Les vices de la juridiction et procédure qui ne permettent le jugement dans les cours actuelles, les autres au contraire l'attaquent comme illégale et révolutionnaire. Qu'y a-t-il de fondé dans la défense et dans l'accusation ? Rien, ou peut-être assez.

La principale cause de trouble est la pierre fondamentale de nos institutions. On ne sait pas, ce semble, à la justification des habitants de Rhode-Island, que la majorité du peuple n'est pas libre de changer une convention, sans obtenir préalablement la sanction des autorités auxquelles elle a soumis ? Voilà toute la question et la réponse est bien claire : mais nul doute la majorité du peuple ne s'en soit trouvée fort gênée et n'ait fait usage avec la plus grande énergie de son droit le plus sacré, le plus inaliénable, de la souveraineté.

Rhode-Island a reconnu la nécessité d'un changement, il a voté pour un changement, il veut un changement, il l'aura.

Nous donnons un extrait de la lettre de Mr. Burges, qui a été l'un des membres les plus distingués de la Convention, en date du 7 novembre, dans laquelle il explique les motifs qui ont déterminé la majorité à voter pour la nouvelle constitution.

Mr. Burges dit que la majorité a été de 1500 votes, et que la minorité a été de 1000 votes. Il ajoute que la nouvelle constitution a été adoptée par le peuple, et que la nouvelle législature va se réunir le 1er lundi de décembre, et que le gouverneur Dorr sera installé le 1er mardi de janvier.

Mr. Burges dit